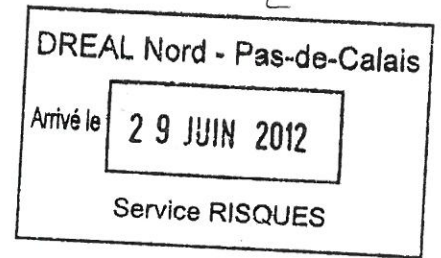


Transmis à M. le Chef
de l'UT de : Bethune
pour
Lille, le
P/le Directeur



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU PAS DE CALAIS



PREFECTURE
DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
Section des INSTALLATIONS CLASSEES
DAGE - BPUP - SIC - LL - N° 2012 - 176

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de **EVIN MALMAISON**

Société AMBRE

**REJETS DE SUBSTANCES DANGEREUSES DANS LE MILIEU AQUATIQUE
PREMIÈRE PHASE : SURVEILLANCE INITIALE**

ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'Environnement ;

VU les articles R.211-11-1 à R.211-11-3 du titre 1 du livre II du Code de l'Environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les Installations Classées ;

VU la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;

VU la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « Normes de Qualité Environnementale provisoires (NQE_p) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

VU la circulaire du 5 janvier 2009 modifiée le 23 mars 2010 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;

VU le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15 janvier 2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2009 portant approbation du SDAGE du bassin Artois-Picardie et arrêtant le programme de mesures ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 mai 2006 modifié, ayant autorisé la société AMBRE à exercer ses activités relevant de la nomenclature des Installations Classées sur le territoire de la commune de EVIN MALMAISON (62141) ;

CONSIDERANT l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

CONSIDERANT les objectifs du SDAGE pour lutter contre les pollutions ;

CONSIDERANT les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

CONSIDERANT la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

CONSIDERANT les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

CONSIDERANT que l'établissement rejette dans la masse d'eau «La DEULE» de Code Sandre AR32 déclassée pour l'état chimique ;

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 2 mai 2012 ;

VU l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 11 mai 2012 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 31 mai 2012 à la séance duquel le pétitionnaire était absent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 4 juin 2012 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas formulé, dans le délai réglementaire, d'observations sur ce projet ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-10-10 du 5 mars 2012 modifié portant délégation de signature ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1er : OBJET

La Société AMBRE dont le siège social est situé Parc d'Activités de la Motte du Bois – 62440 HARNES, est tenue de respecter, pour ses installations sises Chemin Départemental 160E 62141 EVIN MALMAISON, les dispositions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

ARTICLE 2: PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX OPERATIONS DE PRELEVEMENTS ET D'ANALYSES

2.1 - Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 (téléchargeable sur le site www.rsde.ineris.fr).

2.2 - Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduaires », pour chaque substance à analyser.

2.3 - L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 :

1) - Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :

- a. Numéro d'accréditation
- b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

2) - Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels.

3) - Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

4) - Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.4 - Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 - Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence de mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,

- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

ARTICLE 3 - MISE EN OEUVRE DE LA SURVEILLANCE INITIALE

- **3.1-** Programme de surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un programme de surveillance des substances dangereuses aux points de rejet d'eaux industrielles suivants :

| NOM DU REJET | TYPE DE REJET | SUBSTANCES |
|---------------------|---|---|
| Rejet n°1 | - Eaux pluviales et de voiries | - Liste des substances figurant en annexe I du présent arrêté |
| Rejet n°2 | - Eaux issues de l'installation de traitement des Lixiviats | - Liste des substances figurant en annexe I du présent arrêté |

Ce programme de mesure comportera **1** mesure par mois pendant **6** mois, chaque prélèvement s'effectuant dans des conditions représentatives adaptées au mode de rejet des eaux du site, si possible sur une durée de 24h représentative du fonctionnement de l'installation.

La recherche peut être abandonnée pour les substances, ne figurant pas en gras dans la liste sectorielle en rapport avec l'activité du site à l'annexe **1** de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée (substances non reprises en caractères gras dans la liste de l'annexe **1** du présent arrêté), et qui n'auront pas été détectées après **3** mesures réalisées dans les conditions techniques décrites à l'annexe **5** de la même circulaire.

- **3.2-** Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de **12 mois** à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique, selon l'annexe **4** du présent arrêté. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur l'ensemble des mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir de l'ensemble de ces mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;

- L'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;

- Dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;

- Des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;

- Des propositions argumentées quand au maintien ou à l'abandon de la surveillance des différentes substances dangereuses dans le cadre d'une surveillance pérenne comme le prévoit l'article **2.3** de la circulaire du 5 janvier 2009 ;

- Le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine, ou adduction d'eau potable).

- L'exploitant devra préciser la valeur du débit mensuel minimal de référence de fréquence quinquennale (QMNA5) de la masse d'eau dans laquelle a lieu le rejet. Il pourra se baser notamment sur la valeur du QMNA5 de la station la plus proche qu'il trouvera sur le site internet de la banque HYDRO (<http://www.hydro.eaufrance.fr>) à laquelle un coefficient multiplicateur qui est le rapport de la taille du bassin versant au point de rejet sur la taille du bassin versant à la station devra être appliqué ou bien, un facteur correctif issu d'une modélisation.

ARTICLE 4 : REMONTEE D'INFORMATIONS SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE LA SURVEILLANCE DES REJETS – DECLARATION DES DONNEES RELATIVES A LA SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère, l'exploitant est tenu :

- de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'Inspection des Installations Classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N réalisées en application du présent arrêté ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances concernées ;

- de transmettre mensuellement à l'INERIS par le biais du site <http://rsde.ineris.fr> les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances mesurées en application du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R 514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compte de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 7 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de EVIN MALMAISON et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché à la Mairie de EVIN MALMAISON pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 8 - EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de LENS et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la Société AMBRE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de EVIN MALMAISON.

Arras, le 25 JUN 2012
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Jacques WITKOWSKI

Copie destinée à :

- Groupe Ramery Environnement - Parc d'Entreprises de la Motte du Bois 62440 HARNES
- Sous-Préfecture de LENS
- Mairie de EVIN MALMAISON
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques) à LILLE
- Dossier
- Chrono

**ANNEXE 1 : LISTE DES SUBSTANCES DANGEREUSES
FAISANT PARTIE DU PROGRAMME DE SURVEILLANCE**

Etablissement : Société AMBRE – Evin-Malmaison

| SUBSTANCES | N°CAS |
|--------------------------------------|------------|
| Tributylétain cation | 688-73-3 |
| Dibutylétain cation | 1002-53-5 |
| Monobutylétain cation | 78763-54-9 |
| Plomb et ses composés | 7439-92-1 |
| Mercure et ses composés | 7439-97-6 |
| Nickel et ses composés | 7440-02-0 |
| Arsenic et ses composés | 7440-38-2 |
| Chrome et ses composés | 7440-47-3 |
| Cuivre et ses composés | 7440-50-8 |
| Zinc et ses composés | 7440-66-6 |
| Naphtalène | 91-20-3 |
| Benzène | 71-43-2 |
| Toluène | 108-88-3 |
| Trichloroéthylène | 79-01-6 |
| Pentachlorophénol | 87-86-5 |
| Nonylphénols | 25154-52-3 |
| Octylphénols (para-tert-octylphénol) | 140-66-9 |
| Diuron | 330-54-1 |
| Alpha Hexachlorocyclohexane | 319-84-6 |
| Isoproturon | 34123-59-6 |
| Tributylphosphate | 126-73-8 |

ANNEXE 2 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE

| Substance | Code SANDRE | Catégorie de Substance : -1 = dangereuses prioritaires, - 2 = prioritaires, - 3 = pertinentes liste 1, - 4 = pertinentes liste 2 (cf : article 4.2. de l'AP) | Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/l (source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009) |
|--|-------------------------|---|---|
| Nonylphénols | 6598 | 1 | 0,1 |
| NP1OE | <i>demande en cours</i> | 1 | 0,1* |
| NP2OE | <i>demande en cours</i> | 1 | 0,1* |
| Octylphénols | 6600 | 2 | 0,1 |
| OP1OE | <i>demande en cours</i> | 2 | 0,1* |
| OP2OE | <i>demande en cours</i> | 2 | 0,1* |
| 2 chloroaniline | 1593 | 4 | 0,1 |
| 3 chloroaniline | 1592 | 4 | 0,1 |
| 4 chloroaniline | 1591 | 4 | 0,1 |
| 4-chloro-2 nitroaniline | 1594 | 4 | 0,1 |
| 3,4 dichloroaniline | 1586 | 4 | 0,1 |
| <i>Chloroalcanes C₁₀-C₁₃</i> | <i>1955</i> | 1 | 10 |
| Biphényle | 1584 | 4 | 0,05 |
| Epichlorhydrine | 1494 | 4 | 0,5 |
| Tributylphosphate | 1847 | 4 | 0,1 |
| Acide chloroacétique | 1465 | 4 | 25 |
| Tétrabromodiphényléther (BDE 47) | 2919 | 2 | La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ dans l'eau de 0,05µg/l pour chaque BDE. |
| Pentabromodiphényléther (BDE 99) | 2916 | 1 | |
| Pentabromodiphényléther (BDE 100) | 2915 | 1 | |
| Hexabromodiphényléther BDE 154 | 2911 | 2 | |
| Hexabromodiphényléther BDE 153 | 2912 | 2 | |
| Heptabromodiphényléther BDE 183 | 2910 | 2 | |
| Décabromodiphényléther (BDE 209) | 1815 | 2 | |
| Benzène | 1114 | 2 | 1 |
| Ethylbenzène | 1497 | 4 | 1 |
| Isopropylbenzène | 1633 | 4 | 1 |
| Toluène | 1278 | 4 | 1 |
| Xylènes (Somme o,m,p) | 1780 | 4 | 2 |
| Hexachlorobenzène | 1199 | 1 | 0,01 |
| Pentachlorobenzène | 1888 | 1 | 0,02 |
| 1,2,3 trichlorobenzène | 1630 | 2 | 1 |

| | | | |
|--|------|---|------|
| 1,2,4 trichlorobenzène | 1283 | 2 | 1 |
| 1,3,5 trichlorobenzène | 1629 | 2 | 1 |
| Chlorobenzène | 1467 | 4 | 1 |
| 1,2 dichlorobenzène | 1165 | 4 | 1 |
| 1,3 dichlorobenzène | 1164 | 4 | 1 |
| 1,4 dichlorobenzène | 1166 | 4 | 1 |
| 1,2,4,5 tétrachlorobenzène | 1631 | 4 | 0,05 |
| 1-chloro-2-nitrobenzène | 1469 | 4 | 0,1 |
| 1-chloro-3-nitrobenzène | 1468 | 4 | 0,1 |
| 1-chloro-4-nitrobenzène | 1470 | 4 | 0,1 |
| Pentachlorophénol | 1235 | 2 | 0,1 |
| 4-chloro-3-méthylphénol | 1636 | 4 | 0,1 |
| 2 chlorophénol | 1471 | 4 | 0,1 |
| 3 chlorophénol | 1651 | 4 | 0,1 |
| 4 chlorophénol | 1650 | 4 | 0,1 |
| 2,4 dichlorophénol | 1486 | 4 | 0,1 |
| 2,4,5 trichlorophénol | 1548 | 4 | 0,1 |
| 2,4,6 trichlorophénol | 1549 | 4 | 0,1 |
| Hexachloropentadiène | 2612 | 4 | 0,1 |
| 1,2 dichloroéthane | 1161 | 2 | 2 |
| Chlorure de méthylène (dichlorométhane) | 1168 | 2 | 5 |
| Hexachlorobutadiène | 1652 | 1 | 0,5 |
| Chloroforme | 1135 | 2 | 1 |
| Tétrachlorure de carbone | 1276 | 3 | 0,5 |
| Chloroprène | 2611 | 4 | 1 |
| 3-chloroprène (chlorure d'allyle) | 2065 | 4 | 1 |
| 1,1 dichloroéthane | 1160 | 4 | 5 |
| 1,1 dichloroéthylène | 1162 | 4 | 2,5 |
| 1,2 dichloroéthylène | 1163 | 4 | 5 |
| Hexachloroéthane | 1656 | 4 | 1 |
| 1,1,2,2 tétrachloroéthane | 1271 | 4 | 1 |
| Tétrachloroéthylène | 1272 | 3 | 0,5 |
| 1,1,1 trichloroéthane | 1284 | 4 | 0,5 |
| 1,1,2 trichloroéthane | 1285 | 4 | 1 |
| Trichloroéthylène | 1286 | 3 | 0,5 |
| Chlorure de vinyle | 1753 | 4 | 5 |
| Anthracène | 1458 | 1 | 0,01 |
| Fluoranthène | 1191 | 2 | 0,01 |
| Naphtalène | 1517 | 2 | 0,05 |
| Acénaphène | 1453 | 4 | 0,01 |
| Benzo (a) Pyrène | 1115 | 1 | 0,01 |
| Benzo (k) Fluoranthène | 1117 | 1 | 0,01 |
| Benzo (b) Fluoranthène | 1116 | 1 | 0,01 |
| Benzo (g,h,i) Pérylène | 1118 | 1 | 0,01 |

ANNEXE 3 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité)

Coordonnées de l'entreprise :

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement²

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

² L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

| | | | |
|--|-------------------------|---------------------|--------------|
| Indeno (1,2,3-cd) Pyrène | 1204 | 1 | 0,01 |
| Cadmium et ses composés ¹ | 1388 | 1 | 2 |
| Plomb et ses composés | 1382 | 2 | 5 |
| Mercure et ses composés | 1387 | 1 | 0,5 |
| Nickel et ses composés | 1386 | 2 | 10 |
| Arsenic et ses composés | 1369 | 4 | 5 |
| Zinc et ses composés | 1383 | 4 | 10 |
| Cuivre et ses composés | 1392 | 4 | 5 |
| Chrome et ses composés | 1389 | 4 | 5 |
| Tributylétain cation | 2879 | 1 | 0,02 |
| Dibutylétain cation | 1771 | 4 | 0,02 |
| Monobutylétain cation | 2542 | 4 | 0,02 |
| Triphénylétain cation | <i>demande en cours</i> | 4 | 0,02 |
| PCB 28 | 1239 | 4 | 0,01 |
| PCB 52 | 1241 | 4 | 0,01 |
| PCB 101 | 1242 | 4 | 0,01 |
| PCB 118 | 1243 | 4 | 0,01 |
| PCB 138 | 1244 | 4 | 0,01 |
| PCB 153 | 1245 | 4 | 0,01 |
| PCB 180 | 1246 | 4 | 0,01 |
| Trifluraline | 1289 | 2 | 0,05 |
| Alachlore | 1101 | 2 | 0,02 |
| Atrazine | 1107 | 2 | 0,03 |
| Chlorfenvinphos | 1464 | 2 | 0,05 |
| Chlorpyrifos | 1083 | 2 | 0,05 |
| Diuron | 1177 | 2 | 0,05 |
| alpha Endosulfan | 1178 | 1 | 0,02 |
| béta Endosulfan | 1179 | 1 | 0,02 |
| alpha Hexachlorocyclohexane | 1200 | 1 | 0,02 |
| gamma isomère Lindane | 1203 | 1 | 0,02 |
| Isoproturon | 1208 | 2 | 0,05 |
| Simazine | 1263 | 2 | 0,03 |
| Demande Chimique en Oxygène ou Carbone Organique Total | 1314 1841 | Paramètres de suivi | 30000 300 |
| Matières en Suspension | 1305 | | 2000 |

■ Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan)

■ Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)

■ Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)

■ Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances, non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)

■ Autres paramètres

ANNEXE 4 –TABLEAU RECAPITULATIF DES MESURES Eléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances

(Document disponible à l'annexe 5.4 de la circulaire du 5 janvier 2009 et téléchargeable sur le site <http://rsde.ineris.fr/>)

Conditions de prélèvement et d'analyses

| Identification de l'échantillon | Identification de l'organisme de prélèvement | Références de prélèvement | Type de prélèvement | COTE SAINBRE (N° de dossier de prélèvement) ou N° de dossier de prélèvement | Période de prélèvement_date_début | Durée de prélèvement | Blanc du système de prélèvement | Blanc d'atmosphère | Identification du laboratoire principal d'analyse | Date de prise en charge de l'échantillon par le laboratoire principal | Température de l'échantillon |
|---------------------------------|--|---|--|---|-----------------------------------|--------------------------|---------------------------------|--------------------|---|---|------------------------------|
| zone libre de texte | code sandre du prestataire de prélèvement, code exploitant | campagne destinée à réaliser la référence à la norme de référence | liste déroulante (asservir au débit, proportionnel au temps, ponctuel) | nom de dossier | date (format JJMM/AA) | durée en nombre d'heures | oui / non | oui / non | code SAINBRE de l'intervenant principal | date (format JJMM/AA) | nombre de prélèvements |
| | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |

Résultats d'analyses

| Code SAINBRE (liste déroulante des codes sandre) | Paramètre (en lien direct avec code sandre) | Résultat total (Unité Résultat total) | Flux journalier (g) ou (m3) | Références des analyses effectuées | Numéro dossier accreditation (N° de l'organisme accrédité) | Date de début analyse par le laboratoire | Fraction analysée | Résultat de la fraction analysée | Unité de la fraction analysée | Fr. enflue avec leur dégraisement (K-2) | Limite de quantification valeur | Limite de quantification unité | Limite de quantification facteur d'ajustement (K-2) | Code renarque de l'analyse | Commentaire |
|--|---|---------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|--|--|-------------------|----------------------------------|-------------------------------|---|---------------------------------|--------------------------------|---|----------------------------|-------------|
| Debit | sandre | | | | | | | | | | | | | | |
| DOO | mg/l | | g/l | | | | | | | | | | | | |
| MES | mg/l | | g/l | | | | | | | | | | | | |
| substance 1 | sandre | | | | | | 3 | | g/l | | | | | | |
| substance 1 | sandre | | | | | | 41 | | g/l | | | | | | |
| substance 1 total | sandre | | | | | | | | g/l | | | | | | |
| substance ex. Tolène: | µg/l | | | | | | 23 | | g/l | | | | | | |
| substance ex. BDE: | µg/l | | | | | | 41 | | g/l | | | | | | |

